

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/M/71

8 avril 2004

(04-1611)

Conseil du commerce des services

RAPPORT DE LA RÉUNION TENUE LE 15 MARS 2004

Note du Secrétariat¹

1. Le Conseil du commerce des services a tenu une réunion extraordinaire le 15 mars 2004 sous la présidence de M. l'Ambassadeur Ousmane Camara (Sénégal). L'ordre du jour de la réunion figurait dans le document WTO/AIR/2263.

2. Le Président a suggéré que le Conseil adopte l'ordre du jour tel qu'il avait été distribué.

3. Il en a été ainsi convenu.

NÉGOCIATIONS SUR LES MESURES DE SAUVEGARDE D'URGENCE AU TITRE DE L'ARTICLE X DE L'AGCS – DÉLAI POUR LES NÉGOCIATIONS

4. Le Président a rappelé que le Groupe de travail des règles de l'AGCS avait discuté de la question du délai imparti pour les négociations sur les mesures de sauvegarde d'urgence au titre de l'article X de l'AGCS. Il a appelé l'attention sur la communication du Président du Groupe de travail des règles de l'AGCS (S/C/W/236), laquelle comprenait un projet de décision qui était soumis au Conseil pour adoption. Comme le Groupe de travail était arrivé à un accord sur le texte de ce projet, il proposait de l'adopter tel qu'il figurait en annexe au document S/C/W/236.

5. Le représentant des Philippines a demandé au Secrétariat des clarifications sur une expression du paragraphe 2 du projet de décision distribué à la réunion: dans la version anglaise, il était question du "mandate in paragraph 1", au lieu du "mandate under paragraph 1" ("mandat au titre du paragraphe 1" dans les deux cas en français) comme le Groupe de travail des règles de l'AGCS en était originalement convenu.

6. Un représentant du Secrétariat a expliqué que cette modification d'ordre rédactionnel n'avait été faite que pour des raisons linguistiques. Il a rappelé que, lorsque le projet de décision avait été discuté au Groupe de travail, l'expression en question se lisait "the [mandate] [negotiations] under paragraph 1" avec deux mots entre crochets. Comme le texte convenu se référait au "mandat" et non aux "négociations", il estimait que l'expression "in paragraph 1" était plus appropriée que "under paragraph 1" d'un point de vue linguistique. Il a cependant précisé que, si les Membres le souhaitaient, on pouvait revenir au libellé initial.

7. Le représentant des Philippines a remercié le Secrétariat pour cette clarification. N'ayant aucunement l'intention d'élever une objection contre le projet de décision, il a précisé qu'il comprenait

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

que cette modification était d'ordre strictement grammatical et ne modifiait en rien le sens du texte dont le Groupe de travail des règles de l'AGCS était convenu.

8. Au nom du Brunéi Darussalam, de l'Indonésie, de la Malaisie, du Myanmar, de la Thaïlande et de sa propre délégation, le représentant des Philippines a indiqué qu'il souhaitait faire des observations sur le fond à propos du projet de décision avant qu'il ne soit adopté par le Conseil. Les négociations sur le projet de décision étaient devenues moins un exercice de bonne foi visant à proroger le mandat de négociation au titre de l'article X qu'un effort visant à éliminer les nuances des décisions antérieures. Cette situation tendait à réduire la présomption que l'on parviendrait à des résultats susceptibles d'être appliqués et à affaiblir l'accord reflété dans les décisions antérieures, à savoir que ces résultats devaient entrer en vigueur à la fin de la série de négociation en cours sur les services. Il s'agissait là d'une distorsion malencontreuse qui rendait les négociations sur la question de la prorogation plus difficiles qu'elles n'auraient dû l'être. Comme toutes les délégations s'étaient accommodées du libellé des décisions antérieures, qui leur permettait de s'adresser à leurs mandants nationaux avec quelque crédibilité, il n'y avait aucune raison de modifier la situation. De plus, chaque délégation disposait d'une certaine marge pour interpréter le texte de la décision de la manière qui lui convenait pour rendre compte à ses mandants. Certes, les diverses interprétations avaient un degré de crédibilité variable selon les interlocuteurs et suivant ce qui se disait, mais les délégations au nom desquelles l'intervenant avait pris la parole souhaitaient réserver leur droit d'interprétation de la décision et poursuivaient leurs travaux sur les mesures de sauvegarde d'urgence. À leur avis, nonobstant les modifications apportées au projet de décision par rapport aux décisions antérieures et au texte original du projet de décision présenté au Groupe de travail des règles de l'AGCS, le mandat voulait que l'on poursuive les négociations au titre de l'article X et elles étaient d'accord pour agir dans ce sens. Il ne s'agissait pas d'un exercice de pure forme visant à discuter des problèmes et des éléments d'un éventuel mécanisme de sauvegarde d'urgence, mais d'un travail motivant menant à un objectif concret, à savoir l'établissement d'un mécanisme de sauvegarde d'urgence. Ces délégations comptaient sur un accord à ce sujet, qui entrerait en vigueur à la fin des négociations en cours sur les services. La nouvelle décision permettrait aux Membres de concentrer leur attention sur le fond de la question, l'objectif étant d'établir un mécanisme de sauvegarde d'urgence à la fin de la série de négociations en cours. Le libellé retenu dans le projet de décision, à savoir "mandat énoncé au paragraphe 1", visait à donner une assurance supplémentaire, pas très éloignée quant au fond de l'idée que les délégations au nom desquelles l'intervenant parlait s'étaient faite de la question. Compte tenu de ce qui précédait, ces délégations accepteraient le projet de décision présenté à la réunion, estimant que la décision ne serait pas interprétée comme un pas en arrière, mais comme un pas en avant.

9. Afin de clarifier certaines nuances du projet de décision, la représentante des États-Unis a dit que, de l'avis de sa délégation, le mandat était énoncé à l'article X:1 de l'AGCS et que l'issue dont il était question au paragraphe 2 du projet de décision ne préjugait pas du calendrier ni de la substance des négociations qui, en vertu de l'article X:1, portaient sur la question des mesures de sauvegarde d'urgence. La délégation des États-Unis voulait que l'on discute de certaines questions qu'elle avait soulevées au cours des deux dernières années, telles que l'application modale, jusqu'à une éventuelle issue. Souhaitant examiner ces questions quant au fond, elle s'associait aux autres délégations pour accepter le projet de décision.

10. Le représentant du Japon a dit que sa délégation trouvait encourageant que des points de vue divergents aient pu donner lieu à un texte commun et estimait que cela favoriserait la série de négociations en cours sur les services. Elle appuierait le projet de décision, étant entendu qu'il était sans préjudice de la nature de l'issue des négociations et du moment où elle interviendrait. L'issue pouvait être positive ou négative et, pour ce qui est du moment où elle interviendrait, se situer avant ou après l'achèvement de la série de négociations en cours. Dans ce dernier cas, elle n'empêcherait pas les résultats de la série de négociations en cours d'être appliqués.

11. Le représentant de la Suisse a remercié le Président du Groupe de travail des règles de l'AGCS des efforts qu'il avait faits pour faciliter les négociations sur le projet de décision. Il a également remercié les autres délégations pour leur participation active aux consultations. Le résultat obtenu l'avait été dans un esprit constructif et les divergences entre les Membres s'étaient réduites. S'agissant du texte du projet de décision, la délégation suisse était satisfaite des progrès qui avaient été réalisés sur deux plans. Premièrement, la prorogation n'était pas limitée dans le temps, ainsi qu'il ressortait du paragraphe 1 du projet de décision. Deuxièmement, les paragraphes 1 et 2 du projet de décision n'étaient plus liés. Les progrès réalisés faciliteraient les travaux futurs et aideraient les Membres à se concentrer davantage sur les questions de fond. S'agissant du paragraphe 2 du projet de décision, la délégation suisse, comme celles des États-Unis et du Japon, avait sa propre interprétation du mot "issue" tant sur le fond que du point de vue du moment où elle interviendrait. À propos de ce dernier point, l'intervenant, se faisant l'écho des observations du Japon, a indiqué qu'en substance une issue possible était la décision de ne pas créer de mécanisme de sauvegarde d'urgence. Sa délégation accepterait le projet de décision et attendait avec intérêt les discussions quant au fond.

12. Le représentant du Taipei chinois a dit que les mesures de sauvegarde d'urgence étaient importantes pour les pays en développement. Se félicitant de la déclaration du représentant des Philippines, il a exhorté les Membres à ne pas faire porter toute leur attention sur les questions de faisabilité et d'opportunité, mais à commencer à discuter des questions techniques quant au fond de manière à réaliser des progrès concrets.

13. Le représentant du Brésil a remercié le Président du Groupe de travail des règles de l'AGCS et les autres délégations pour leurs efforts concernant le texte du projet de décision. Quelle que soit l'interprétation donnée par les Membres du libellé de cette décision, le résultat concret était que la question des mesures de sauvegarde d'urgence resterait inscrite à l'ordre du jour du Groupe de travail des règles de l'AGCS et que les Membres pouvaient continuer à débattre de la question. L'intervenant a souligné à nouveau la position de sa délégation en ce qui concerne les mesures figurant dans les listes des Membres qui produisaient un effet équivalant à celui d'un mécanisme de sauvegarde. La délégation brésilienne appuierait l'adoption du projet de décision.

14. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations et adopte le projet de décision contenu dans le document S/C/W/236.

15. Le Conseil en a ainsi décidé.

16. Les représentants du Canada, des États-Unis, du Mexique, du Venezuela et des Philippines ont remercié le Président du Groupe de travail des règles de l'AGCS pour les efforts qu'il avait faits en vue d'aider les Membres à arriver à un consensus sur cette décision. Le représentant du Mexique a ajouté que sa délégation s'associait à l'interprétation de la décision donnée par les États-Unis, le Japon et la Suisse.

17. Le représentant du Nicaragua, en sa qualité de Président du Groupe de travail des règles de l'AGCS, a remercié tous les Membres pour leurs efforts. La décision était la meilleure solution qui pouvait être obtenue, même si elle ne satisfaisait pas tout le monde.

18. Le Président a proposé que le Conseil prenne note de la déclaration.

19. Le Conseil en est ainsi convenu.

20. Relevant qu'il n'y avait pas eu d'objection concernant le résultat des consultations informelles qu'il avait tenues sur la question des nouveaux présidents des organes subsidiaires, le Président a indiqué qu'il proposerait à ces derniers, pour adoption, une liste de noms, à savoir: pour le Groupe de travail des règles de l'AGCS: Mme Clare Kelly (Nouvelle-Zélande); pour le Comité du commerce

des services financiers: Mme Mi-yon Lee (République de Corée); pour le Comité des engagements spécifiques: M. Roberto Bosch (Argentine); et pour le Groupe de travail de la réglementation intérieure: M. David Cairns (Royaume-Uni). Avant de clore la réunion, le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations faites.

21. Le Conseil en est ainsi convenu.
